Mars 2004

Terrorismes islamistes : la religion en otage ?

Alain Chouet *

***Alain Chouet,** ancien Chef de Service au ministère de la Défense, est spécialiste des problèmes islamiques et des questions de sécurité. Il a été consultant du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères et a publié divers articles dans des revues et ouvrages spécialisés, dont *Maghreb-Machrek* et *Politique étrangère*.

L'horreur médiatisée des attentats anti-américains de 2001 et de Madrid en 2004 a popularisé le concept d'un terrorisme islamique à vocation mondiale qui s'inscrirait dans un contexte d'irréductible affrontement des civilisations.

Au-delà de la problématique posée par le réseau d'Al-Qaida, devenu à la fois un mythe et une référence, ce concept occulte le fait que la violence politique dans le monde arabo-musulman, ou dans ses projections à l'étranger, s'inscrit – comme ailleurs – dans des logiques de pouvoir, des stratégies d'État, des tactiques d'opposition ou encore des tentatives d'accaparement de rente. Les principaux artisans en sont la confrérie des Frères musulmans dont Al-Qaida n'est qu'un outil circonstanciel.

Toute entreprise terroriste ou acte de violence politique commis par des musulmans depuis le début des années 1990 est, sans grand souci d'analyse ou de clarification, assorti de l'épithète « islamiste ». Cette qualification réductrice suppose que l'individu musulman, quelles que soient sa position géographique ou sociale, ses aspirations collectives ou personnelles, est un individu dissident du reste de l'humanité, animé du désir monomaniaque de promouvoir par la violence un ordre politique fondé sur l'application à la lettre de règles religieuses vieilles de quatorze siècles. À la différence des terroristes chrétiens, juifs, hindous, sikhs, bouddhistes, animistes ou athées, l'activiste musulman ne serait donc pas motivé par ce qui provoque en général chez les autres le recours à la violence terroriste : lutte asymétrique contre un adversaire de force supérieure, contre un ordre, un pouvoir ou une occupation jugés illégitimes, activisme irrédentiste, défense particulariste, accès à un pouvoir ou à une rente de situation contestés, etc.

Cette croyance en un particularisme islamiste, qui ne serait qu'une expression tératologique du XXIe siècle mystique cher à Malraux, est largement confortée par le fait que, d'une part, le monde musulman et ses communautés émigrées sont devenus les lieux privilégiés d'une intense activité terroriste et que, d'autre part, les acteurs musulmans de la violence politique eux-mêmes justifient le plus souvent leurs actions en les inscrivant dans un retour prosélyte aux fondements de l'islam.

Sauf à user d'amalgames injustifiables, il n'est cependant guère possible de soutenir que, de Manille à Casablanca et d'Almaty à Dar es-Salaam, sévit une civilisation spécifique qui n'aurait pour objectif que de convertir par la terreur le reste de l'humanité ou, à défaut, de l'éliminer par la violence. L'objectif des conquistadors espagnols en Amérique du Sud était de voler l'or des autochtones et non de les convertir à la « Vraie Foi », au besoin par les armes, même si cette seconde activité a ensuite servi d'expédiente justification ou de pudique camouflage à la première.

1.Al-Qaida, symbole de l'internationale mythique de la violence islamiste

L'exemple le plus spectaculairement violent de la terreur dite « islamiste » demeure à ce jour celui du réseau d'Al-Qaida dont les activités, des attentats de Nairobi et Dar es-Salaam jusqu'à ceux du 11 septembre 2001, servent de référentiel tant aux activistes musulmans du monde entier qu'aux analystes politiques et sécuritaires

occidentaux qui ont tendance à voir maintenant son empreinte dans toute violence émanant du monde musulman.

Al-Qaida n’est cependant pas née *ex-nihilo* par la seule volonté du milliardaire saoudien Oussama Ben Laden. Elle constitue la filiation incontrôlée du *Maktab ul-Khidamat* (Bureau des services) de Peshawar. Créé dans les années 1980 à l’initiative des services américains, organisé et contrôlé par les services pakistanais, financé par les services saoudiens, ce bureau, confié à des membres arabes de la confrérie des Frères musulmans, avait vocation à recruter des volontaires pour lutter contre la présence soviétique en Afghanistan et le pouvoir communiste local. Face à un adversaire extérieur au monde musulman et prônant un athéisme militant, le ressort de l’engagement ne pouvait être que religieux et, par surenchères successives, intégriste, alors que son objectif réel était limité aux impératifs stratégiques des États-Unis.

L’effondrement de l’Union soviétique conduit par la suite Washington à se désintéresser du problème, tandis que les services pakistanais recentrent leur dispositif de contrôle de l’Afghanistan sur des éléments locaux comme les talibans pachtouns vers lesquels ils canalisent la manne saoudienne. Les Frères musulmans du *Maktab* tombent en déshérence d’objectifs et surtout de moyens. Leurs militants se dispersent. On voit dès le début des années 1990 se répandre dans le monde arabo-musulman et ses communautés émigrées des « Afghans » de toutes nationalités, mercenaires sans ressources nantis d’une aura de guérilleros et d’un bagage idéologique assez fumeux à base de wahhabisme.

Dispersés dans le monde musulman et en Europe où leur prestige, parfois usurpé, fait des émules, ils évoluent, en recherche de rentes de situation, aux limites de la contestation politique violente et du grand banditisme sous couvert de prétextes religieux, tout comme leurs prédécesseurs de l’euroterrorisme pratiquaient les attaques de banques au nom de « l’appropriation prolétarienne ». Le contexte local leur permet parfois de développer leurs actions opérationnelles (Balkans, Caucase, Algérie et bien sûr Afghanistan aux côtés des talibans) et d’obtenir le financement de riches sympathisants de la péninsule Arabique. Mais, dans l’ensemble, leur activisme manque de coordination et de la visibilité internationale qui leur vaudrait prestige et reconnaissance au niveau mondial.

C’est Oussama Ben Laden qui leur fournira ces éléments manquants. Apportant ses phobies, sa psychotique « haine du père », son prestige et l’argent saoudien, il est vite instrumentalisé par les cadres du *Maktab*. Pour ce groupe inspiré par l’idéologue le plus extrémiste des Frères musulmans, Sayyid Qotb, l’objectif réel n’est pas de propager l’islam mais de provoquer une rupture historique entre le monde musulman et

le reste du monde, de façon à être en mesure d'y prendre le pouvoir et les rentes qui s'y rattachent sans susciter d'intervention extérieure. Les expériences antérieures, trop fractionnelles, ayant été des échecs (Égypte, Jordanie) ou des demi-succès en voie d'effilochage (Soudan), la conjoncture pakistano-afghane, avec la zone grise qu'elle suscite au centre du monde musulman, offre une fenêtre d'opportunité. L'arrivée d'Oussama Ben Laden qui a vainement tenté d'assouvir ses fantasmes au Soudan, en Somalie et au Yémen est donc la bienvenue d'autant qu'il apporte des moyens financiers, un discours simple, une stature charismatique qui vont permettre de faire fonctionner l'organisation sur le modèle d'une secte.

Au-delà d'un discours convenu et de formules creuses, rien dans la démarche des cadres d'Al-Qaida n'évoque un quelconque souci de défendre ou de promouvoir la culture et les valeurs de l'islam ou les intérêts des musulmans. Leur seul objectif demeure la rupture irrémédiable avec le reste du monde, en particulier l'Occident et, à sa tête, les États-Unis considérés comme seuls capables de voler efficacement au secours des pouvoirs convoités par les Frères. Si l'on cite parfois Israël dans les diatribes d'Al-Qaida, c'est par pure convention. La rupture de l'État hébreu avec le monde musulman est consommée depuis longtemps.

Les violences terroristes contre l'Amérique et ses ressortissants se multiplient de 1998 à 2001 sans recherche d'avantage tactique particulier mais dans la tentative de provoquer le divorce entre Washington et son protégé saoudien. Dans cette optique, l'effet médiatique est particulièrement prisé et trouve son apogée avec les attentats du 11 Septembre. Leur démesure entraîne une riposte à la hauteur de l'attaque. Elle provoque le démantèlement d'Al-Qaida et la chute du régime taliban qui lui fournissait un sanctuaire territorial sans lequel aucune entreprise terroriste n'est possible.

Les Frères, rompus au vagabondage activiste, n'ont pas pour autant perdu la guerre. Pour la première fois depuis 1945, les États-Unis s'interrogent sur leur alliance privilégiée avec les régimes arabes conservateurs. S'ils ne la renient pas brutalement, ils affaiblissent néanmoins fortement ces pouvoirs que visent les Frères musulmans. De plus, l'humiliation de l'Amérique, exhibée *ad nauseam* sur les chaînes d'information, suscite dans tout le monde musulman une fascination admirative pour ses auteurs. Nul candidat à l'action violente ne pourra, avant longtemps, passer à l'acte sans se référer à leur exemple, voire à leur nom, même si ses motivations n'ont rien à voir avec les leurs.

De fait, au cours des mois qui suivent l'offensive américaine en Afghanistan et la dispersion d'Al-Qaida, cinq attentats ou tentatives d'attentat seulement peuvent être imputées avec certitude à ce qu'il reste de l'organisation. Encore ces actions sont-elles marquées par une faiblesse de conception, voire un amateurisme, qui contraste

fortement avec les précédents exploits du groupe. Mais l'effet d'entraînement provoqué par l'exemple du 11 Septembre et les remises en ordre exigées par Washington, notamment chez ses alliés arabes et musulmans, exacerbent les contradictions locales et provoquent une série de violences terroristes dont le chapitre est loin d'être clos.

La presse et les hommes politiques attribuent en général ces actions à l'organisation d'Oussama Ben Laden qui survivrait mystérieusement quelque part avec des moyens opérationnels intacts voire améliorés. Il n'en est rien, mais les régimes visés par ces violences préfèrent évidemment les attribuer à une organisation internationaliste ciblant l'Occident qu'avouer qu'il existe dans leur pays des raisons objectives de passage à la violence politique.

Cette référence permanente à l'organisation mythique qui a défié l'Occident apporte cependant une plus-value prestigieuse à chaque action locale et, surtout, permet aux membres dispersés de l'organisation de recouvrer peu à peu un potentiel de mobilisation et d'action auquel l'intervention des États-Unis et de leurs alliés en Irak va redonner un sens, des objectifs et un sanctuaire territorial dans les zones incontrôlées de ce pays livré à une administration incertaine et fortement contestée.

En mars 2004, les attentats de Madrid viennent sanctionner l'ensemble de ces dérives. Ces massacres approfondiront encore le fossé entre l'Occident et le monde musulman. C'est bien ce que veulent les Frères musulmans qui semblent devoir profiter encore longtemps de l'association systématique entre leurs actions et celles des opposants locaux à des régimes dictatoriaux, du soutien apporté par l'Occident à ces régimes, de l'utilisation de cet amalgame par les États-Unis pour justifier leur intervention dans l'ensemble de l'aire arabo-musulmane.

2.De Bali à Casablanca, logiques locales de la violence et appropriation du mythe

Au Pakistan, en Indonésie, en Turquie, au Maroc, en Arabie saoudite ou en Algérie, tous pays frappés par des actions d'envergure depuis 2001, les acteurs des violences, les *modus operandi*, les objectifs renvoient clairement au développement de contentieux locaux non résolus et n'ont souvent qu'un « drapeau » en commun avec Ben Laden. Si les cibles sont internationales, et en particulier américaines, les motivations et les desseins sont d'ordre strictement interne. Il y a en effet bien longtemps que tous les apprentis terroristes ont compris que seule la mort de ressortissants occidentaux pouvait avoir un retentissement médiatique, donc une influence, avec de surcroît l'avantage de ne pas susciter des vendettas locales. Si la revendication, quand il y en a une, est teintée d'islamisme, c'est que l'argument

idéaliste de la religion est plus noble et plus mobilisateur que la revendication d'accès au pouvoir ou à l'argent qui est en général la motivation des auteurs ou des sponsors de la violence politique.

• Au Pakistan, le président Moucharraf a été contraint, après le 11 Septembre, de remettre de l'ordre dans ses services de sécurité qui avaient largement et imprudemment utilisé la carte identitaire islamiste dans leurs stratégies régionales en Afghanistan et au Cachemire. Il n'a pu y parvenir qu'au prix de rééquilibrages douloureux entre différents groupes ethniques et sociaux au sein de l'armée et des services, suscitant des réactions d'autant plus spectaculaires que c'est justement ceux qui étaient devenus experts en manipulation des violences terroristes qu'il essaie de faire rentrer dans le rang.

• En Indonésie, la pression américaine post-11 Septembre a permis à la présidente Megawati d'essayer de rompre avec une longue tradition – née de la lutte anti-communiste et anti-irrédentiste au Timor – de collusion et de corruption entre le pouvoir, l'armée et l'establishment musulman. Ce dernier n'a pas manqué d'adresser au régime un message indirect en réagissant violemment à Bali à la menace de suppression de sa rente.

• En Turquie, la situation n'est pas clarifiée entre une armée garante de la laïcité, pro-occidentale et liée à Israël, moderniste, exigeante en moyens, volontiers putschiste, et un pouvoir civil populiste, islamiste, conservateur, garant des droits et des peurs d'une petite bourgeoisie et d'un monde agraire menacés. Entre ces deux pôles qui ne sont plus réunis autour de la question kurde, toutes les agressions et toutes les manipulations sont possibles. L'enquête sur les attentats de novembre 2003 est en cours, mais elle révèle déjà que les acteurs en sont exclusivement turcs et impliqués dans des luttes strictement internes.

• Au Maroc, la succession de Hassan II a laissé le pays aux mains de pouvoirs faibles. Le défunt monarque avait assis son pouvoir en affaiblissant mutuellement l'armée, la police et les services secrets. Des équilibres nouveaux se dessinent dans la manœuvre autour d'un jeune souverain qui doit affirmer sa légitimité personnelle au-delà de sa légitimité successorale. Les attentats suicide de Casablanca s'inscrivent manifestement dans ce contexte complexe. Les auteurs sont, là encore, des déshérités strictement indigènes, sans connexions internationalistes, et qui ne visaient que des symboles du pouvoir local.

• En Arabie saoudite, où le pouvoir et les rentes pétrolières qui lui sont liées sont accaparés par une seule famille au nom d'une légitimité religieuse usurpée depuis 1932, les forces vives du pays – en particulier une bourgeoisie entrepreneuriale active

souvent d'origine yéménite – réclament avec vigueur un accès à la décision politique. Crispée sur ses privilèges, refusant toute ouverture libérale, adossée à une interprétation rigoriste de l'islam, la famille Saoud ne laisse le champ du débat qu'à plus extrémiste, plus rigoriste et plus violent qu'elle, ce qui est le cas personnel d'Oussama Ben Laden. Le pays vit de surcroît depuis plusieurs années dans une ambiance successorale difficile avec un monarque grabataire et un prince héritier contesté par ses frères puisque issu d'une lignée moins prestigieuse que la leur. Les nombreux attentats dont le pays a été victime ces derniers mois sont la conséquence directe de cette situation en tous points bloquée.

• En Algérie, sévit depuis une dizaine d'années un terrorisme récurrent strictement confiné au territoire national avec, ponctuellement, des incursions sur le territoire français. L'historique de cette violence est à ce point corrélé aux évolutions politiques du pays que des observateurs étrangers se sont interrogés sur les rapports exacts entre le régime et les terroristes au point de poser la question de savoir « qui tue qui ? ». Cette interrogation est indécente. Ce sont bien des aventuriers psychopathes qui, sous couvert d'islam, tuent en Algérie. Mais il n'en reste pas moins que la nomenklatura dirigeante, légitimée par la guerre de libération et crispée sur ses rentes économiques issues des hydrocarbures et de l'import-export, ne concède au reste de la société civile aucun espace d'initiative politique ou économique.

Affaiblie depuis la disparition de Houari Boumediène en 1978, divisée en clans antagonistes et concurrents sur des bases régionalistes ou affairistes, mais soudée autour de la volonté de ne pas dévoiler ses vulnérabilités, cette nomenklatura recourt intensivement à des messages indirects dont la violence est le mode ordinaire. Dans cette optique, son attitude à l'égard du terrorisme islamique, qui sert parfois ses intérêts collectifs ou particuliers, est ambiguë à défaut d'être complice et contribue à sa permanence.

À la lueur de ces quelques exemples, il apparaît que chaque société ou pays concerné présente en son sein des caractéristiques conflictuelles suffisamment fortes pour générer des recours à la violence politique sans qu'il soit nécessaire d'imaginer l'existence d'une improbable « internationale verte » qui n'aurait pour objectif que l'obsession psychiatrique de convertir l'humanité par la terreur et de punir les infidèles par le fer et le feu. Les pays arabes et musulmans n'ont cependant pas le monopole de la corruption des classes dirigeantes, des pouvoirs dictatoriaux et prédateurs ou des autorités politiques illégitimes. Il reste donc à comprendre pourquoi la violence terroriste y a trouvé un terrain d'élection et pourquoi elle se réclame de la religion.

3.L’islam, premier otage du terrorisme

La chute des empires, ottoman d’abord, puis européens et enfin soviétique, a laissé les pays du Tiers Monde aux mains de dirigeants majoritairement illégitimes et, en ce qui concerne le monde arabe et musulman, généralement faibles et souvent rentiers. Les pouvoirs s’y sont organisés autour de ces trois caractéristiques, en particulier la dernière qui – en présence des deux autres – est déterminante dans la genèse de la violence politique.

Que les rentes du pouvoir soient directes, par la vente aux pays industrialisés de produits de base bruts – pétrole, gaz, phosphates –, ou indirectes – capacités de nuisance rentabilisées auprès des « frères » rentiers ou de l’Occident, droits de passage, contributions de solidarité face à un ennemi commun, commissions d’import –, il est clair que les détenteurs de ce pouvoir ont intérêt à être les moins nombreux possible et à réduire les ayants-droit à une minorité fortement soudée : famille, clan, tribu, oligarchie ou nomenklatura réunies par un accident historique (guerre de libération, coup d’État). Pire, leur richesse étant assurée par ces rentes, ils se montrent extrêmement attentifs à toute forme d’activité économique productive qui pourrait conduire dans leurs pays respectifs à l’émergence d’une classe moyenne ou aisée. Ces nouveaux « bourgeois » – dont la famille Ben Laden est un exemple typique – risqueraient, sur le modèle français de 1789, de revendiquer une part du pouvoir de « l’aristocratie » en arguant du fait qu’ils contribuent à la richesse nationale. Cela sans préjudice du fait que toute activité productive vient minorer d’autant la rente d’import que les gouvernants s’octroient réglementairement ou par commissions occultes sur les produits manufacturés à l’étranger. On décourage donc l’initiative productrice par tous les moyens, de la bureaucratie tatillonne à la destruction des entreprises ou l’élimination des entrepreneurs, en passant par le racket ou l’association forcée à des membres de la « famille » – au sens quasi mafieux du terme – dirigeante.

La faiblesse politique et militaire de ces familles les conduit à établir des régimes autoritaires et à adopter vis-à-vis de l’intérieur comme de l’extérieur des postures agressives et préemptives que les observateurs occidentaux analysent trop souvent au premier degré. Peu d’entre ces derniers s’avisent du fait qu’au-delà de cette attitude, la plupart des régimes du monde musulman recherchent en permanence la protection directe ou indirecte de puissances extérieures susceptibles de les prémunir de toute agression interne ou externe. Depuis la chute de l’URSS, les États-Unis restent à peu près seuls en lice pour jouer ce rôle avec d’autant plus d’empressement qu’en général les régimes demandeurs négocient la protection de Washington contre une garantie

d'accès exclusif aux ressources énergétiques qu'ils contrôlent. L'Amérique apparaît alors comme le « parrain » de ces minorités prédatrices, cible privilégiée de la violence politique des opposants qui s'emploient logiquement à tenter de rompre des alliances qui bloquent toute possibilité d'évolution, d'alternance du pouvoir ou de redistribution des richesses.

Le seul lieu de débat politique se situant à l'intérieur de l'oligarchie dirigeante, il doit rester secret, sous peine de révéler des divisions qui l'affaibliraient un peu plus. Le problème surgit en cas d'impasse du dialogue interne, en particulier si les adversaires sont de force équivalente. Faute de pouvoir en appeler publiquement à une médiation ou un arbitrage, la seule voie ouverte est celle de la manœuvre basée sur des pressions et des violences indirectes dont l'action terroriste constitue le mode privilégié. Arme du faible contre le puissant, celle-ci permet en effet, avec une grande économie de moyens, d'obtenir un maximum de résultats sans étaler les véritables problèmes, sans se dévoiler, sans susciter de vendetta et même, si l'objectif a été bien ciblé et l'action bien menée, d'obtenir qu'un tiers *a priori* non concerné vienne régler la question.

Cette pratique récurrente avait même fini par devenir un instrument ordinaire des relations extérieures de certains États ou organisations (Iran, Syrie, Libye, Organisation de libération de la Palestine, Pakistan). Ils y ont – au moins provisoirement – renoncé face à l'exaspération et à la vigilance de l'Occident, mais la recette fonctionne toujours en interne et ne pouvait que faire école auprès d'opposants auxquels toute autre forme de dialogue était systématiquement refusée.

Enfin, faute d'un consensus populaire qu'il n'est pas question de solliciter dans un tel contexte, les dirigeants de la plupart des pays arabes et musulmans ont dû rechercher leur légitimité dans des formules identitaires fortes, fondées sur des critères difficilement contestables tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ont donc été mis à contribution la religion, parfois au prix d'entorses à l'Histoire (Arabie saoudite, Maroc, Jordanie), le nationalisme ombrageux des « patries en danger » (Turquie, Égypte, Syrie, Irak, Algérie, Yémen), ou un mélange des deux (Pakistan, Soudan, Mauritanie, Palestine, Iran). Pour artificiels qu'ils soient, ces paravents de légitimation sont difficiles à contourner pour les exclus du pouvoir.

Toute voie d'expression démocratique ou même consultative étant par définition fermée, comment remettre en cause la position des dirigeants sans attaquer la dimension « sacrée », religieuse ou nationaliste, derrière laquelle ils s'abritent ? Compte tenu du caractère intangible du message coranique, parole de Dieu lui-même, qui fait de l'islam un référentiel encore plus totalitaire que les autres religions révélées, il ne

saurait être question d'en appeler à des valeurs séculières discréditées par avance telles que les droits de l'homme, la liberté individuelle ou la légitime résistance à l'oppression.

La seule arme à opposer aux théocrates (gardiens des Lieux Saints, commandeurs des croyants, imams ou ayatollah), ou à la « noblesse d'épée » des Combattant suprême, *mudjahiddin* des guerres de libération, martyrs de la résistance, doit être d'un ordre « sacré » supérieur. Elle ne peut donc qu'emprunter son argumentation à une lecture du message divin encore plus rigoriste, « fondamentaliste » que celle des tenants du pouvoir théologal, et faire référence à la communauté des croyants (*Oumma*) qui permet d'évacuer le problème de la légitimité des « héros nationalistes », produits fractionnels, donc hérétiques, du rapport à l'Occident et de l'ordre imposé par lui.

La violence intégriste et le terrorisme ne sont pas plus consubstantiels à l'islam qu'aux autres religions. Les extrémistes hindous, sikhs, juifs, protestants américains, catholiques et protestants irlandais en témoignent. Mais il est vrai qu'à l'islam confisqué par des dirigeants du monde musulman auto-proclamés, souvent imposés ou soutenus par l'Occident, répond aujourd'hui un islam confisqué par leurs opposants. De même, l'insupportable violence terroriste de ces opposants répond le plus souvent à l'inadmissible violence subie du fait de gouvernants illégitimes et prédateurs et s'inspire du terrorisme que ces gouvernants ont systématiquement utilisé dans leurs pratiques internes et dans leurs rapports extérieurs.

Il est tentant d'associer les deux concepts pour parler de terrorisme islamique. Cet amalgame ravira les Frères musulmans, inspirateurs et bras armé de Ben Laden ou de ses épigones en Irak, qui visent justement à séparer le monde musulman du reste de l'humanité pour mieux le contrôler et s'en approprier les rentes, comme le « Frère » Hassan Tourabi a essayé de le faire au Soudan. Cet amalgame renforcera également la solidarité, la synergie et la constitution de réseaux entre tenants de la violence politique, aux objectifs différents mais aux stratégies similaires. Il confortera les musulmans dans la détestation de l'Occident. En les désignant collectivement comme l'ennemi principal, il leur fournit alors la légitimité du résistant et du martyr.

Peut-être vaudrait-il donc mieux s'interroger, pour mieux les traiter, sur les raisons objectives, locales et particulières qui amènent des minorités à la violence terroriste, sur les motivations et les complicités de ceux qui peuvent les manipuler en ce sens, sur l'indifférence ou même la connivence de l'Occident avec des régimes d'oppression violente dont certains sont clairement identifiés comme commanditaires ou financiers du fondamentalisme violent.

POUR EN SAVOIR PLUS

Robert	**BAER**	*La chute de la CIA*, J-C Lattès, 2002
		Or noir et Maison Blanche, J-C. Lattès, 2003
Alain	**BAUER**	*La guerre ne fait que commencer*, Gallimard, 2003
et Xavier	**RAUFER**	
Alain	**CHOUET**	*Violence islamiste et réseaux du terrorisme international*, in *Politique étrangère*, revue de l'IFRI, n°3 -4/2003, décembre 2003, pp.643-661
		L'Islam confisqué in *Moyen Orient : migrations, démocratisations, médiatisations*, sous la direction de R.Bocco et M.R.Djalili, P.U.F., 1995, pp. 371-401
Anne Line	**DIDIER**	*États échoués, mégalopoles anarchiques*, P.U.F., 2001
et Jean Luc	**MARRET**	
Abderrahman	**GHANDOUR**	*Jihad humanitaire*, Flammarion, 2003
Samuel	**HUNTINGTON**	*The clash of civilisations*, in Foreign Affairs, 1993
Gilles	**KEPEL**	*Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, Gallimard, 2000
Farhad	**KHOSROKHAVAR**	*Les nouveaux martyrs d'Allah*, Flammarion, 2002
Richard	**LABEVIERE**	*Les dollars de la terreur*, Grasset, 1999
		Oussama Ben Laden ou le meurtre du père, Favre, 2002
		Les coulisses de la terreur, Grasset, 2003
Agnès	**LEVALLOIS**	*Moyen Orient, mode d'emploi*, Stock, 2002
Rémy	**LEVEAU**	*Le sabre et le turban,* François Bourin, 1993
Bernard-Henri	**LÉVY**	*Qui a tué Daniel Pearl ?*, Grasset 2003
Stéphane	**MARCHAND**	*Arabie Séoudite, la menace*, Fayard, 2003
Ahmed	**RASHID**	*L'ombre des Talibans*, Frontières Autrement, 2001
Xavier	**RAUFER**	*La nébuleuse : le terrorisme du Moyen Orient*, Fayard, 1987
Olivier	**ROY**	*L'échec de l'Islam politique*, Le Seuil, 1992
Edouard	**SABLIER**	*Le fil rouge*, Plon, 1983
Antoine	**SFEIR**	*Les réseaux d'Allah*, Plon, 1997
Mohammed	**SIFAOUI**	*Mes « frères » assassins,* Le Cherche Midi, 2003